

**RAPPORT MORAL DE JEAN-MARIE DRU**  
**Président de l'UNICEF France**

**Assemblée Générale - 17 juin 2022**



Bonjour à vous toutes et à vous tous,

Je suis très heureux de vous retrouver pour ce moment privilégié. Chaque année, l'Assemblée générale nous donne l'occasion, au-delà des contingences statutaires à respecter, de nous rencontrer, de discuter, d'échanger.

Je garderai de ces assemblées, et je sais que c'est vrai pour beaucoup d'entre vous, le souvenir de moments de partage et de convivialité.

Depuis six ans maintenant, j'ai assigné un rôle spécifique à chaque rapport. Le rapport moral porte sur les crises humanitaires auxquelles l'UNICEF doit faire face au plan mondial, tandis que le rapport d'orientation, que je vous présenterai cet après-midi, est consacré aux activités du CFU, celles du réseau et de la structure permanente.

Je commencerai ce rapport moral par la situation à laquelle nous sommes confrontés depuis quatre mois en Ukraine. Et j'en tirerai des leçons quant à l'action de l'UNICEF. J'aborderai ensuite les conséquences à terme de la pandémie de Covid-19. Puis, je parlerai brièvement des pays qui vivent de véritables tragédies. Enfin, je reviendrai plus en détail sur les multiples enjeux que l'UNICEF doit affronter. Et je terminerai en vous rappelant les compétences et l'expertise de notre organisation.

## LES LEÇONS DE LA GUERRE EN UKRAINE

Tout d'abord, et comme nous le savons tous, il s'agit d'une guerre d'une extrême violence. Depuis 1945, c'est le premier conflit où est utilisé de l'armement aussi lourd et puissant. Et il a provoqué un exode sans précédent. Il n'a fallu que quatre semaines pour atteindre le même nombre de réfugiés que celui décompté en Syrie au bout de quatre ans.

La guerre en Ukraine a entraîné le déplacement de 4.3 millions d'enfants, soit plus de la moitié de la population enfantine du pays, estimée à 7.5 millions. Ce chiffre comprend 1.8 millions d'enfants qui ont franchi au moins une frontière pour se réfugier dans les pays voisins et 2.5 millions qui ont été déplacés à l'intérieur de l'Ukraine. Chaque seconde un enfant ukrainien est devenu un réfugié.

Les enfants ukrainiens se retrouvent confrontés à des problèmes que l'UNICEF est habitué à gérer lorsque surviennent des grandes crises migratoires. Ils concernent l'alimentation, l'hébergement, les soins primaires, le transport, la continuité éducative, la vigilance contre toutes les formes de trafic, et plus généralement la protection des droits des enfants.

Dans « ce conflit entre le passé et l'avenir », pour reprendre une expression de l'écrivain ukrainien Andreï Kourkov, l'UNICEF a fait preuve d'une formidable capacité de réaction. Quelques jours après le début des hostilités, des camions transportant chacun dix à vingt tonnes de matériel ont livré des kits nutritionnels, des groupes électrogènes, des fournitures scolaires, ainsi que des kits médicaux destinés en particulier aux maternités. À ce jour, plus de deux mille tonnes ont été acheminées. Très vite, plus d'une centaine d'équipes de psychologues sont intervenues sur le terrain. Nous avons créé les « Points bleus », des centres d'accueil où chaque cas est traité individuellement, sachant que les situations personnelles des réfugiés, bien qu'étant plus dramatiques les unes que les autres, sont malgré tout de nature très diverse. Ces Points bleus peuvent accueillir jusqu'à 3 500 personnes par jour.

Même si dans le passé l'UNICEF a dû de nombreuses fois gérer des situations de grande difficulté comme celles que vivent les populations d'Ukraine et des pays limitrophes, il a fallu néanmoins que notre organisation s'adapte dans l'urgence. Intervenir en Pologne n'est pas comme intervenir en République Centrafricaine ou au Bangladesh. Faire ce constat n'est pas un manque de respect envers ces deux pays, c'est juste la réalité du terrain. La Pologne est en effet un pays riche de l'Union européenne, avec un PIB classé 23<sup>ème</sup> au monde.

C'est pourquoi, dans un premier temps, notre présence a interloqué les autorités polonaises. Mais cela n'a pas duré. À peine quinze jours après le début

des hostilités, Philippe Cori, le patron de l'UNICEF dans la région, a entamé une série de discussions avec, par exemple, le maire de Varsovie afin d'évaluer de façon exhaustive tous les besoins de la capitale. Il a fallu modifier nos modes d'intervention, comme nous avons su le faire en 2016 en Allemagne, quand est survenue la crise des migrants. Souvenez-vous, à la suite d'un afflux massif de près d'un million de réfugiés, les pouvoirs publics allemands avaient mandaté l'UNICEF pour venir en aide aux enfants qui étaient parmi eux.

Très vite, des collaborations étroites se sont mises en place. Chaque jour les responsables de l'UNICEF et du HCR, ainsi que ceux de l'OMS, se rencontrent pour coordonner leurs actions, éviter toute duplication et s'épauler les uns les autres. L'UNICEF travaille avec les autorités publiques, les ONG, les associations locales et de multiples organisations, avec lesquelles des accords de collaboration ont été passés. S'est ainsi créée dans la région une immense chaîne de solidarité.

Au-delà des capacités logistiques exceptionnelles de l'UNICEF que je viens d'évoquer, je voudrais insister sur son pouvoir d'influence, au sens noble du terme. Ce qui me frappe dans le conflit ukrainien, c'est la capacité de médiation de notre organisation.

Philippe Cori a souligné que « la force de notre logo permet de rassembler tout le monde autour de la table ». Et c'est grâce à cela que l'UNICEF a pu prendre

toute une série d'initiatives qui n'auraient probablement pas pu l'être sans notre concours. En voici quelques exemples : l'UNICEF a organisé plusieurs réunions avec les ministres de l'Éducation d'Ukraine et des pays voisins pour assurer la continuité éducative des enfants réfugiés. L'UNICEF a signé une convention avec l'Association des psychologues ukrainiens pour permettre aux réfugiés ukrainiens qui en ont besoin de bénéficier d'un accompagnement psychologique dans leur langue maternelle. L'UNICEF a établi un partenariat avec l'Église orthodoxe pour que les prêtres vaccinés aident à dissiper les doutes de la population. Notre association a également convaincu les pouvoirs publics ukrainiens de promulguer d'urgence un décret pour abroger la décision autorisant uniquement les médecins à vacciner la population. Elle a aussi convaincu les autorités de lui donner accès aux données concernant le statut vaccinal des enfants ukrainiens. L'UNICEF s'est occupé en priorité des 80 000 enfants qui vivent dans des institutions, et dont la plupart souffre d'un handicap. Cela a facilité la mise en place par le gouvernement d'un système d'évacuation spécifique. L'UNICEF a organisé des sessions de formation destinées aux gardes-frontières des pays d'accueil pour leur apprendre à communiquer avec des enfants. Ce ne sont que des exemples parmi d'autres du savoir-faire incomparable de l'UNICEF, de ce qu'on pourrait appeler en quelque sorte son *soft power*, lequel permet parfois de soulever des montagnes.

## LES CONSÉQUENCES À TERME DE LA COVID-19

Henrietta Fore a déclaré que « la Covid-19 représente la pire crise mondiale que les enfants aient connu au cours des 75 ans d'existence de l'UNICEF ». En effet, la pandémie est en passe d'annihiler de nombreux progrès enregistrés ces dernières années dans le domaine de l'enfance. Ainsi, 100 millions d'enfants supplémentaires ont été plongés dans la pauvreté. Et 250 millions de personnes, parmi lesquelles 40% d'enfants, sont désormais menacées par la famine.

Vous savez tous que l'UNICEF est un acteur clé de l'initiative Covax. Notre organisation est chargée de l'acheminement et de la distribution des doses de vaccins. L'UNICEF s'est donné pour objectif de distribuer trois milliards de vaccins. Nous venons de dépasser le seuil de deux milliards. Il reste que beaucoup de personnes dans les pays pauvres attendent toujours de recevoir leur première dose. Le plus difficile n'est pas l'acheminement depuis les entrepôts de Copenhague jusqu'aux aéroports des pays destinataires, mais depuis ces aéroports jusqu'aux populations qui vivent dans les zones les plus reculées. Il s'agit là d'un enjeu complexe, compte tenu de la détérioration des systèmes de santé de nombreux pays. Il faut savoir qu'au 1<sup>er</sup> novembre 2021, plus de 80 % des doses disponibles avaient été administrées aux populations des pays à revenu élevé. Les pays à faible revenu, quant à eux, n'en avaient reçu que 1.5 %.



Deux ans et demi après le début de la pandémie qui a fait plus de six millions de victimes et a plongé le monde dans l'incertitude quant à son devenir, les enfants sont confrontés à une triple menace : les conséquences directes de la maladie (n'oublions pas que les enfants sont eux aussi exposés), l'interruption de tous les services essentiels en lien avec l'éducation, la santé et la nutrition, et le retour de l'extrême pauvreté.

Plus généralement, la pandémie a provoqué des crises économiques et sociales sans précédent dans les pays pauvres. La plupart d'entre eux luttent aujourd'hui plus contre la famine que contre le virus lui-même. Ce qui a fait dire dès fin avril 2020 à David Beasley, le directeur du Programme alimentaire mondial : « Nous sommes au bord d'une pandémie de la faim. »

La crise sanitaire n'a pas eu pour seule conséquence indirecte la famine. Elle a également engendré un arrêt brutal de la prise en charge et du suivi des maladies chroniques ou infectieuses. Des patients non-atteints de la Covid ont été délaissés et on a vu resurgir ou se propager des maladies que l'on pensait sous contrôle ou éradiquées. Au point que, dans certaines régions, en particulier en Afrique, les victimes collatérales dépassent en nombre celles de la pandémie elle-même. On assiste ainsi à des flambées épidémiques de rougeole, de choléra ou de poliomyélite. Jusqu'à présent, les habitants des pays à faible revenu fuyaient la pauvreté, désormais ils fuient l'absence de soins.

Et la guerre en Ukraine n'a fait qu'aggraver tous les effets néfastes de la crise sanitaire. Dans le monde, la baisse drastique des exportations de céréales a fortement augmenté le risque de famine. En Ukraine, la prise en charge des blessés s'est faite au détriment des services hospitaliers essentiels et des soins de santé primaires. La campagne de vaccination contre la Covid et les vaccinations de routine ont été arrêtées au moment même où l'UNICEF et le ministère de la santé polonais s'efforçaient de faire vacciner les enfants réfugiés ukrainiens qui ne l'étaient pas encore.

J'ajouterai que les difficultés rencontrées dans le déploiement de la vaccination touchent le monde entier. Bien évidemment, plus le virus continue de se propager, plus il continue de muter. Et je crains qu'il faille attendre encore longtemps avant que la pandémie ne soit enrayée dans les endroits où les contagions progressent le plus vite. Je pense par exemple au plus grand camp de réfugiés dans le monde, celui de Cox Bazar au Bangladesh. La pandémie ne sera terminée nulle part tant qu'elle ne sera pas terminée partout.

## UN NOUVEAU MONDE

Nous avons vécu dans l'illusion. Dans le sillage des progrès accomplis pendant plusieurs décennies dans le domaine de l'humanitaire – baisse de la pauvreté, scolarisation en croissance, accès à l'eau potable, diminution de la mortalité infantile – nous avons cru jusqu'à récemment que le futur ne serait qu'une extension linéaire du passé, que peu à peu les problèmes auxquels sont confrontés les enfants les plus vulnérables finiraient pas se résorber. Je me souviens avoir lu un rapport expliquant que l'UNICEF était à long terme appelé à disparaître. Que c'était même le but ultime de l'organisation. Agir efficacement pour ne plus avoir de raison d'être.

Malheureusement, à bien des égards, nous faisons face à un retour en arrière sans précédent. Pire, nous assistons à une expansion globale des crises humanitaires. Nous entrons dans un nouveau monde, encore plus dangereux, plus inégal, plus angoissant pour les enfants. Les chiffres l'attestent. Un cabinet international calcule chaque année le montant total des appels aux dons effectués par des grandes organisations humanitaires. De 5 milliards de dollars en 2007, il est passé à 42 milliards de dollars en 2022, et ce, avant la guerre en Ukraine. Soit huit fois plus en quinze ans ! La comparaison de ces deux chiffres me semble être l'indicateur le plus frappant des tragédies qui frappent notre monde.

Il faut aussi savoir que, année après année, la générosité des bailleurs de fonds et des donateurs particuliers ne permet de financer qu'environ 50 % des fonds qui sont nécessaires à la mise en place des actions d'urgence dans de très nombreux pays.

Malgré toutes les avancées enregistrées depuis trente ans, des dizaines de millions d'enfants restent sur le bord du chemin. Un grand nombre va jusqu'à perdre la vie. Chaque année, des millions meurent de malnutrition, des millions meurent par manque de vaccination, des millions meurent en raison de situations que nous aurions pu éviter. Et puis, des millions – et je ne parle pas ici que du cas de l'Ukraine – qui fuient des zones en proie à des conflits, à la violence, à la pauvreté et au changement climatique, empruntent les routes migratoires, livrés à eux-mêmes.

Plus de 500 millions. C'est le nombre d'enfants qui vivent dans des pays en situation d'urgence humanitaire. Un enfant sur quatre. Les crises successives mettent en péril leur vie et hypothèquent leur avenir, aujourd'hui plus qu'à aucune autre époque de notre histoire.

## **LES ENJEUX DÉCISIFS**

Se dessinent ainsi des tendances lourdes, des tragédies dont on ne voit pas la fin, et qui sont tout simplement inacceptables. Injustifiables. Ces drames auxquels sont confrontés les enfants nous fait prendre toute la mesure des enjeux que l'UNICEF doit affronter.

Il y en a tellement. J'en ai retenu dix pour vous aujourd'hui.

### **1. Les engrenages tragiques se multiplient.**

Islamane, un jeune du Niger, m'a un jour expliqué que depuis cinq ans, son village était, chaque année, ravagé par de graves inondations. C'est un phénomène nouveau, une conséquence directe du changement climatique. L'accès à l'école est devenu problématique. Les intempéries à répétition ont fini par rendre la culture du sol difficile, voire impossible. Mal nourris, déscolarisés, les enfants en sont venus à errer sur les routes, devenant des proies faciles pour les milices armées. Voilà un exemple de ces engrenages. Avant ce témoignage, je n'aurais pu imaginer, je n'aurais pu comprendre le lien tout à fait inattendu, pourtant bien réel, entre le dérèglement climatique et l'enrôlement d'enfants soldats.

Il se crée ainsi des logiques tragiques qui s'avèrent à terme fatales. Et qui entraînent des conséquences en cascade. Au Soudan du Sud, au Nigéria, au Yémen, en Somalie, les milices armées brûlent les récoltes et détruisent les centres de stockage réfrigérés. Ils obligent les fermiers à fuir et à abandonner leur terre et leur bétail. Et créent artificiellement la famine. Ce qui n'arriverait pas en cas d'une année de mauvaise récolte à laquelle les fermiers peuvent toujours faire face. La guerre engendre la famine. Autre exemple : les mariages précoces qui se sont multipliés dans les camps de réfugiés syriens, alors qu'il n'existait aucune tradition de mariage d'enfants en Syrie. C'est le seul moyen qu'ont trouvé les pères pour éviter à leurs filles les violences qui sévissent dans les camps. Je pense aussi au travail des enfants qui se généralise, voire se banalise, dans de nombreux pays en proie à des conflits et dans les camps de réfugiés en proie à une grande précarité. Au Liban, par exemple, il est interdit aux réfugiés adultes de travailler. Alors beaucoup n'ont pas d'autre choix que de faire travailler leurs enfants.

L'UNICEF qualifie pudiquement ces comportements de « mécanismes négatifs d'auto-adaptation ». Ce sont autant de drames que nous ne connaissons pas il y a encore dix ou vingt ans. Ils empêchent l'UNICEF d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé il y a sept ans, la promesse de l'équité. Objectif auquel, me semble-t-il, notre organisation ne fait plus référence. Et pourtant, ce que vivent les enfants les plus défavorisés à travers le monde démontre le bien-fondé de cet objectif.

## **2. Nous faisons face à un « ouragan de famine. »**

Je me souviens que dans mes rapports d'il y a quelques années, je parlais de malnutrition, mais pas de sous-nutrition. Encore moins de famine. La situation était alarmante, mais elle était analysée sous un prisme différent de celui d'aujourd'hui. En 2018, près de 200 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans présentaient un retard de croissance. Au moins 340 millions d'enfants souffraient de malnutrition chronique, qu'on désigne aussi comme la « faim insoupçonnée », en raison de carences invisibles en vitamines et autres nutriments vitaux.

M'appuyant sur ces chiffres et sur des conclusions de l'UNICEF, j'expliquais en 2015 que ce siècle serait celui de la malnutrition. Et j'ajoutais, dans un même temps, que la sous-nutrition chronique, qui suivait jusque-là une courbe de décroissance régulière, était en voie de disparition. Je la qualifiais bien imprudemment de fléau du siècle dernier.

Sept ans plus tard, nous faisons face à un « ouragan de famine ». L'expression est d'Antonio Guterres, connu d'habitude pour être modéré dans ses propos. « La guerre en Ukraine a des conséquences qui s'étendent bien au-delà de ses frontières, elle entraîne un effondrement du système alimentaire mondial, » a-t-il déclaré.

Cette guerre aggrave les risques de malnutrition aiguë qui se manifestaient déjà à travers la planète. Prenons l'exemple du Yémen. Dans ce pays, 17 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. L'ONU a lancé le 16 mars de cette année un appel à contribution de 4.3 milliards de dollars pour ce seul pays, qui est en guerre depuis plus de sept ans. Ce chiffre est à comparer à l'appel aux dons fait pour l'Ukraine qui s'élève, j'allais dire seulement, à 1.7 milliard de dollars. La comparaison de ces deux chiffres fait prendre conscience de l'urgence absolue à laquelle doivent faire face les autorités yéménites, ou ce qu'il en reste.

La situation est également catastrophique en Afghanistan où le nombre de personnes victimes d'insécurité alimentaire aiguë a augmenté de 9 millions en un an, pour atteindre 22 millions. La liste des pays ou régions ainsi exposés à un risque imminent de famine est longue. La situation est extrêmement alarmante. Le spectre d'une famine de masse fait son retour et plane sur de nombreux pays aux quatre coins du monde. Ce qui a suscité la réaction suivante de la part de David Beasley : « Nous n'avons pas d'autre choix que de prendre de la nourriture à ceux qui sont affamés pour nourrir ceux qui meurent de faim ».

### **3. Le monde est encore loin d'éradiquer l'extrême pauvreté.**

Dans la durée, les chiffres sur l'évolution de la pauvreté ont été à certains égards encourageants. À terme, ils ne le sont plus.



Il est indéniable que la lutte contre l'extrême pauvreté a porté ses fruits au cours des dernières décennies. La Banque Mondiale a estimé qu'en 2018, ce fléau touchait 8.6 % des habitants de la planète. Alors que ce taux était de 44 % en 1981. Et dans le même temps, la population mondiale a augmenté de 64 %. En valeur absolue, le chiffre à retenir est donc de 1.4 milliard de personnes qui sont sorties de l'extrême pauvreté pendant cette période. C'est un résultat remarquable que l'on doit à la croissance mondiale et aux efforts des gouvernements des pays à faible revenu, mais aussi et incontestablement, à l'action conjuguée des grandes organisations humanitaires.

Malheureusement, on observe un ralentissement de la courbe de décroissance de l'extrême pauvreté. Jusqu'en 2015, l'extrême pauvreté a cédé en moyenne un point de pourcentage par an. Mais depuis, elle diminue de seulement 0.5 %. Et la Covid a mis fin à ce processus de résorption entamé depuis plusieurs générations. Le premier des 17 objectifs des ODD, « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes » ne sera hélas pas atteint.

Aujourd'hui, 900 millions de personnes luttent encore pour survivre en deçà du seuil d'extrême pauvreté, fixé à un peu moins de deux dollars par jour. Et les enfants en constituent le plus gros contingent.

Ce chiffre cache une réalité bien pire. En effet, des centaines de millions d'enfants dont les familles sont privées d'eau potable, d'un logement décent, et

d'un accès minimum aux soins de santé, ne sont pas considérés comme pauvres, leur foyer disposant d'un niveau de revenu supérieur au seuil de pauvreté monétaire. Sans appartenir à la catégorie des familles dites « pauvres », ils vivent en réalité dans une situation de grande précarité. Cela montre que la pauvreté ne se limite pas au manque de ressources financières.

Je vous rappelle que – j'y reviendrai dans le prochain point – malgré nos efforts, le nombre d'enfants non scolarisés augmente depuis 2011. La très grande majorité est issue de familles qui vivent dans l'extrême pauvreté. Or, c'est d'abord par l'accès à l'éducation que l'on peut donner une chance égale à tous les enfants. La pauvreté est un frein à l'éducation alors même que l'éducation est un remède à la pauvreté.

#### **4. L'enseignement dispensé à l'école primaire n'est pas à la hauteur de nos espérances.**

La scolarisation des filles reste l'un des principaux défis du 21<sup>ème</sup> siècle. Pour preuve, en mars de cette année, les Talibans ont à nouveau interdit les écoles secondaires aux filles, quelques heures à peine après les avoir réautorisées. Et pourtant, la communauté internationale avait fait du droit à l'éducation pour toutes et tous une pierre d'achoppement dans la reconnaissance du régime.

Cela m'amène à partager avec vous trois données sur l'éducation des filles. Les chiffres sont saisissants. Chaque année supplémentaire de scolarité dans la

vie d'une fille fait reculer de 5 à 10 % le taux de mortalité infantile. Un enfant né d'une mère qui sait lire a 50% plus de chances de vivre au-delà de l'âge de cinq ans que celui dont la mère a été privée de l'école élémentaire. Chaque année qu'une fille passe dans le cycle secondaire contribue à réduire d'au moins cinq points de pourcentage la probabilité qu'elle se marie avant l'âge de 18 ans.

Outre ces fléaux qui touchent particulièrement les filles, il faut savoir que, sur le sujet de la scolarisation, la courbe s'est inversée. Depuis 2011, le nombre total d'enfants non scolarisés a augmenté au niveau mondial. Des millions d'enfants sont toujours privés de leur droit à l'éducation en raison de facteurs qui échappent à leur entourage. On peut citer la pauvreté, le genre, l'origine ethnique, le handicap ou le lieu d'habitation, autant de situations personnelles qui ont été aggravées par les conflits armés, les catastrophes naturelles et les effets dévastateurs du changement climatique. Tous ces facteurs privent des générations entières de l'éducation qui leur est due. En 2022, malgré les espoirs nés des progrès accomplis au cours des décennies précédentes, jamais autant d'enfants n'auront pu emprunter le chemin de l'école.

Quant à ceux qui y ont accès, beaucoup n'y apprennent rien. Ou très peu. Un tiers des enfants scolarisés (soit environ 250 millions d'enfants) quittent l'école primaire sans savoir ni lire, ni écrire, ni compter. L'UNICEF a ainsi pris conscience que sa mission ne consiste pas seulement à s'assurer que chaque enfant ait accès à l'école, mais consiste aussi à veiller à la qualité des contenus d'enseignement et

d'apprentissage. Cela constitue un axe majeur des accords de collaboration entre l'UNICEF et les pouvoirs publics des pays les plus pauvres.

Comme vous le savez, tous les indicateurs de l'UNICEF montrent que l'accès à une éducation de qualité permet d'éviter la reproduction des inégalités d'une génération à l'autre. Constat qui, alors même que nous vivons dans un monde où les inégalités ne cessent de se creuser, met en évidence le rôle crucial, je dirai même vital, de l'éducation.

#### **5. Le travail des enfants n'est plus en recul.**

Le travail des enfants demeure un problème persistant. Selon l'ONU, pour la première fois en vingt ans, on assiste à une recrudescence de ce fléau partout dans le monde. Les dernières estimations font ressortir que 160 millions d'enfants – 63 millions de filles et 97 millions de garçons – sont obligés de travailler, soit un enfant sur dix.

De plus, 80 millions, c'est-à-dire la moitié, s'adonnent à des travaux qui mettent gravement en péril leur santé et leur sécurité. On pense aux travaux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, en hauteur ou dans des espaces confinés. Aux travaux qui sont réalisés à l'aide de machines ou d'outillages dangereux. Aux travaux qui exposent les enfants à des substances toxiques. Ou encore, aux travaux de nuit.

Il est inquiétant de noter que cette main-d'œuvre ne cesse de croître dans la tranche d'âge allant de 5 à 11 ans. En 2020, le nombre d'enfants astreints au travail a augmenté de 16.8 millions par rapport à 2016. Il est évident qu'une grande partie de ces enfants sont déscolarisés. Au-delà des souffrances qu'ils endurent au quotidien, cela limite drastiquement les perspectives de travail décent qui auraient pu s'offrir à eux à l'âge adulte, ainsi que toute perspective d'avenir en général.

La pauvreté, accentuée par la crise de la Covid-19, pousse les familles à faire des choix déchirants, et à recourir encore plus au travail des enfants. Je vous rappelle que la Convention internationale des droits de l'enfant, dans son article 32, oblige les 192 pays qui l'ont ratifiée à protéger les enfants contre toutes les formes de travail.

Dans ce contexte difficile, l'UNICEF n'a pas attendu le signal d'alarme pour agir. Notre organisation déploie des programmes intensifs de rattrapage pour sortir les enfants du monde du travail et les ramener sur les bancs de l'école. Cela ne nous empêche pas néanmoins de constater que, dans cette lutte, nous perdons chaque jour du terrain. Et pourtant, mettre fin au travail des enfants est primordial pour enrayer le cercle vicieux de la pauvreté.

## **6. La couverture sanitaire universelle n'est pas pour demain.**

Deux conditions sont nécessaires pour parvenir à soigner la totalité des habitants de la planète. D'une part, la progression accélérée de la recherche médicale, pour prévenir ou endiguer le plus grand nombre de pathologies. Un bon exemple est celui de la transmission du virus du Sida de la mère à l'enfant qui a été pratiquement éliminée grâce aux recherches d'éminents scientifiques, parmi lesquels figure l'un de nos administrateurs, le Professeur Stéphane Blanche.

D'autre part, la facilité d'accès. Car la recherche ne sert à rien, si on ne peut avoir accès aux progrès de la médecine qui doivent bien évidemment bénéficier au plus grand nombre. Et nous sommes encore loin du compte.

Prenons l'exemple des nouveaux-nés. En 2018, les décès néonataux, qui surviennent dans les 25 premiers jours de vie, représentaient 45 % du nombre total de décès parmi les enfants de moins de cinq ans, soit 2.7 millions de bébés à travers le monde. Le plus souvent, les causes ne sont pas médicales. Ces bébés meurent non pas parce qu'ils souffrent de pneumonie ou naissent prématurément, mais parce que leurs familles, marginalisées, sont trop pauvres pour avoir accès aux soins de base dont ils ont besoin. De toutes les injustices qui existent, celle-ci est sans doute la plus criante.

Car que désigne-t-on par des soins de base ? Peu de choses, si l'on s'en tient à la définition de l'OMS. Cela consiste à pouvoir consulter un professionnel de

santé, à avoir accès aux médicaments essentiels et à disposer de l'eau courante dans les hôpitaux. Ce qui, aussi incroyable que cela puisse paraître, est loin d'être toujours le cas. Le Fonds mondial pour la santé appelle « couverture sanitaire universelle » ce droit à l'accès aux soins et aux services de base. L'OMS craint que d'ici 2030 – je n'arrive toujours pas à m'habituer à ce chiffre – près de 5 milliards de personnes dans le monde n'aient pas accès à ces services.

L'UNICEF a bien compris qu'il sera impossible de donner un accès aux soins aux milliards de personnes qui risquent d'en être privées en reproduisant à l'identique les systèmes de santé des pays riches, qui sont pour la plupart au bord de l'implosion. Il va falloir inventer une médecine frugale. Le système des auxiliaires de santé prôné par l'UNICEF, et auquel notre organisation a souvent recours, est un premier pas en ce sens. Il nous faut créer de nouveaux modèles pour éviter que les soins de santé de qualité ne soient accessibles qu'à une minorité de privilégiés.

## **7. Enfants invisibles, enfants disparus.**

Chaque année dans le monde, des enfants voient leur droit à une identité bafoué, voire ignoré. Et la réalité de leur vie d'enfant niée.

La première des violences faites aux enfants consiste à refuser de reconnaître leur existence sur le plan administratif. Malgré la hausse globale de

l'enregistrement des naissances un peu partout, environ 250 millions d'enfants de moins de cinq ans ne possèdent toujours pas de certificat de naissance. En d'autres termes, un tiers des enfants du monde sont « invisibles ». Ce qui les prive à vie de droits fondamentaux tels que l'accès à l'école ou à l'hôpital.

Une autre violence que subissent les enfants a trait aux mariages forcés. Si leur taux demeure inchangé depuis 1990, les données statistiques restent atterrantes. On recense aujourd'hui 650 millions de femmes qui ont été mariées pendant leur enfance. Chaque année, 15 millions de jeunes filles mineures sont mariées de force et privées d'une partie de leur enfance. Sans la possibilité d'aller à l'école et sans aucune perspective d'emploi, elles sont à la merci de leurs conjoints et sont très souvent victimes de violences domestiques. Démunies, elles finissent par perdre toute estime de soi et deviennent l'ombre d'elles-mêmes, invisibles au reste de la société.

Cela m'amène à parler d'un autre type de destin terrifiant, celui des enfants soldats. Dans les situations de conflit, les enfants sont en première ligne. Chaque année, des dizaines de milliers d'entre eux deviennent la proie de groupes armés, de milices qui les enrôlent de force. Exposés en permanence à un climat de violence, tous grandissent avec l'idée que la violence est normale, acceptable et même inévitable... Quand ils ne sont pas tués, certains hésitent à retourner dans leur village par peur de représailles et finissent par disparaître.



Et puis, que dire de ces enfants qui, pour échapper à la misère, aux conflits ou à la sécheresse, franchissent involontairement les frontières des pays limitrophes au leur. Dépourvus de papiers d'identité, ils sont incarcérés et subissent parfois des mauvais traitements en prison. Leur détention peut durer de longues années puisque leurs parents n'en sont pas informés. On estime ainsi de 10 à 20 000 le nombre d'enfants disparus dans les pays autour du lac Tchad. Parmi tous les drames qui touchent les enfants, la tragédie silencieuse de ceux qu'on appelle les « enfants fantômes » devrait constituer la plus haute priorité. C'est ce que pense Robert Badinter, membre de notre Comité de parrainage, qui m'a confié à plusieurs reprises combien il est horrifié par cette situation.

Vous vous souvenez peut-être de ce communiqué de presse publié par l'UNICEF au début de la guerre en Ukraine, pour alerter sur les risques encourus par les enfants non accompagnés qui traversent la frontière pour aller en Pologne. Je vous rappelle qu'en 2017, lorsqu'il y eut un afflux massif de migrants aux frontières de l'Europe, l'UNICEF avait déjà attiré l'attention des autorités européennes sur la vulnérabilité toute particulière des enfants migrants exposés aux risques de trafics en tous genres.

À l'époque, tous les enfants avaient été enregistrés dès leur arrivée à Lesbos ou ailleurs. Il se trouve qu'on a malgré tout perdu la trace d'environ 10 000 d'entre eux. Il faut espérer que la plupart ait pu rejoindre leurs proches, en Angleterre ou

sur le continent, sans en avoir informé les services de l'immigration. Il reste que plusieurs centaines, voire plusieurs milliers, de l'avis de toutes les organisations humanitaires, ont disparu.

Il n'y a pire sort que celui de ces enfants qui fuient la guerre en Afghanistan ou en Ukraine pour se retrouver aux mains de trafiquants. On ne peut que remercier l'UNICEF de sa vigilance, d'avoir lancé l'alerte et surtout d'avoir conseillé aux pays concernés de mettre en place une formation accélérée pour sensibiliser les forces de l'ordre et la police aux frontières sur ce sujet. Chaque jour, des enfants meurent. Chaque jour, des enfants disparaissent.

## **8. Les conditions d'accueil des migrants en Europe et en France restent inacceptables.**

Les enfants et leurs familles qui sont poussés sur les routes migratoires pensent toujours que leur exil sera provisoire. Or, la moitié des réfugiés dans le monde – ils étaient 33 millions avant que n'éclate la guerre en Ukraine – vivent éloignés de chez eux depuis plus de dix ans, d'où leur détresse et leur désespoir. Parmi ces réfugiés se trouve un grand nombre d'enfants, ils sont aujourd'hui cinq fois plus nombreux qu'en 2010.

La pandémie de Covid-19 qui a frappé durement le monde entier n'a pas épargné les enfants migrants et leurs parents. Ils ont été les grands oubliés de la

crise sanitaire et du confinement. Les dispositifs de mise à l'abri et de protection étaient très insuffisants, voire quasi inexistantes. Les camps de réfugiés, terrains fertiles à la propagation de maladies, se sont transformés en foyers épidémiques. Les mauvaises conditions d'hygiène, la surpopulation et l'exiguïté des espaces ont rendu impossible toute application des gestes barrières.

Confrontée à un afflux de plus en plus massif de migrants, l'Europe, contrainte et forcée, les accueille avec bien peu de compassion. La plupart des mineurs sont victimes de « traitements inhumains et dégradants ». C'est en ces termes que la Cour européenne des droits de l'homme dénonce régulièrement les manquements de la France. L'Union européenne, quant à elle, est à la peine pour gérer le défi humanitaire et politique que posent ces mouvements migratoires. Le Plan d'action pour l'immigration et l'asile, présenté par la Commission européenne, prévoit la répartition des migrants entre les différents États membres en fonction de leur situation économique et démographique. La mise en place de ce plan s'avère pour l'instant très laborieuse.

En attendant que les décisions prises au niveau européen se concrétisent sur le terrain, l'UNICEF ainsi que le CFU, continuent à se battre pour que la dignité des migrants, et en particulier celle des mineurs non accompagnés, soit préservée. Nous apportons notre soutien à toutes les associations qui agissent pour faciliter à ces jeunes l'accès à la nourriture et aux soins de santé. Et surtout nous nous élevons contre toutes les mesures administratives qui nous paraissent révoltantes.

Je pense notamment à l'allongement déraisonnable de la durée légale de rétention administrative, au fichage et à l'enfermement des mineurs isolés. Il faut savoir que dans notre pays, 80 % des enfants qui sont placés dans les centres de rétention ont moins de douze ans, et 25 % moins de deux ans. On n'enferme pas un enfant, c'est un acte injustifiable, indéfendable, inacceptable.

### **9. Les troubles mentaux des jeunes, un fléau trop longtemps ignoré.**

La pandémie a fait éclater au grand jour les problèmes de santé mentale qui frappent des générations d'enfants. En effet, la crise sanitaire n'a fait qu'accentuer une situation déjà critique depuis des décennies. Et ce n'est que la partie visible d'un iceberg trop longtemps ignoré. Dans beaucoup de pays, qu'ils soient riches ou pauvres, les troubles mentaux constituent l'une des premières causes de maladie ou de handicap, voire de décès, chez les adolescents les plus âgés.

Une étude réalisée pour l'UNICEF par l'Institut Gallup fait ressortir qu'un jeune sur cinq âgé entre 15 et 24 ans souffre de détresse psychologique. Dans plus de la moitié des cas, il s'agit de vraie dépression. Chaque année, près de 46 000 enfants et adolescents mettent fin à leur vie. Le suicide est la quatrième cause de décès dans le monde pour cette tranche d'âge. En Europe, c'est la deuxième, après les accidents de la route.

La France n'est pas épargnée. 27.2 % des 25 000 répondants à la consultation nationale menée auprès des 6-18 ans reconnaissent avoir déjà eu des pensées suicidaires.

Aucun pays ne s'est doté jusqu'à présent d'un budget substantiel pour remédier à ce fléau. Notre incapacité à prendre en charge la santé mentale est proportionnelle à la réticence de la société à aborder ces problèmes pour mieux les comprendre. Les lieux de soins sont saturés. La prise en charge des situations de mal-être, souvent considérée comme moins urgente, est reléguée au second plan.

Je souhaite clore ce sujet en donnant un chiffre qui peut susciter l'incrédulité, mais qui souligne l'ampleur du problème. Il s'agit du coût que représentent pour la société les troubles mentaux décelés chez des jeunes et des enfants. D'après une étude de la *London School of Economics*, l'impact négatif sur l'économie est estimé à 390 milliards de dollars par an, ce qui est une somme vertigineuse. Que ce chiffre soit exact ou pas, il permet d'entrevoir l'étendue du désastre qui a atteint une échelle de gravité jusqu'ici insoupçonnée. Vous comprenez pourquoi l'UNICEF a fait de la santé mentale un axe stratégique majeur. L'UNICEF entend briser le silence qui entoure la maladie mentale et soutenir une approche de la prévention qui mobilise de toute urgence l'ensemble de la société.

## **10. La dégradation climatique, alerte rouge.**

La crise climatique frappe les plus vulnérables, en particulier les enfants qui vivent dans les régions les plus pauvres et les métropoles les plus polluées. Ceux-là mêmes dont les parents ont le moins contribué à l'émission de gaz à effet de serre en subiront le plus les conséquences.

Il y a quelques années, un rapport de l'UNICEF intitulé « Danger in the air » décrivait la corrélation qui existe entre la pollution et les maladies respiratoires. Celles-ci tuent par dizaines de milliers des enfants de moins de cinq ans. 300 millions d'enfants dans le monde vivent dans des régions où l'air est particulièrement toxique, dépassant de très loin les seuils fixés par les autorités sanitaires.

Plus récemment, le HuffPost a expliqué qu'une hausse de seulement un milligramme par mètre cube de particules fines augmente significativement le risque de mortalité chez les personnes exposées. Un changement infime dans la qualité de l'air entraîne une augmentation du taux de décès. En août 2021, le GIEC a publié son sixième rapport qualifié « d'alerte rouge pour l'humanité » par Antonio Guterres. Les prévisions du GIEC sont accablantes. Les experts vont jusqu'à imaginer une hausse des températures se rapprochant de 5 %, sachant qu'une augmentation d'un dixième de degré a déjà un impact dévastateur. L'échelle des dérèglements est devenue exponentielle à cause du réchauffement climatique. La probabilité que surviennent des canicules, des incendies de grande ampleur, des

pluies diluviennes causant de graves inondations, des ouragans d'une rare violence, s'est vue décuplée ces dernières années. Le GIEC ose même le verbe : « centupler. »

Le changement climatique aggrave les menaces potentielles qui pèsent déjà sur la planète, et entrave sévèrement les efforts déployés pour lutter contre divers fléaux comme la pauvreté ou la famine. Cela a un impact grandissant sur les mouvements de population, sur ceux qu'on appelle désormais « les migrants environnementaux. »

Je vous rappelle ce qu'a déclaré Henrietta Fore à ce sujet, avant même la guerre en Ukraine. Elle pense que le changement climatique peut aller jusqu'à, je cite, « saper tous les droits fondamentaux ainsi que les progrès réalisés en matière de survie et de développement de l'enfant au cours des trente dernières années ». Pour elle, « la dégradation climatique constitue la menace la plus importante pour les droits de la prochaine génération d'enfants. »

Quant au Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, voici ce qu'il a dit : « la dépendance aux combustibles fossiles est une destruction mutuelle assurée. Nous avançons comme des somnambules vers la catastrophe climatique.»

## LES PAYS EN URGENCE PERMANENTE

Un nombre grandissant de pays sont confrontés aux drames que je viens d'évoquer. Pendant ces sept années, je vous ai parlé de la Somalie, de l'Afghanistan, de la Syrie, des Philippines, de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine, du Mali, du Soudan du Sud. Et souvent du Yémen, pays qui vit la pire crise humanitaire du XXIème siècle, pays le plus pauvre de la péninsule arabe, pays devenu le terrain d'affrontement entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, avec pour conséquence l'aggravation de la famine, la prolifération d'épidémies comme le choléra et une population vivant sous perfusion humanitaire. Près de 20 millions de Yéménites attendent une aide d'urgence.

Je suis allé au Mali, pays où j'ai vu comment les milices armaient les ethnies rivales pour qu'elles s'entretuent. Cela a entraîné bien plus de morts que les affrontements entre l'armée française et l'AQMI.

Je suis allé au Liban, pays de 4.5 millions d'habitants qui a vu affluer 1.5 millions de réfugiés. Ils vivent tous dans des camps de fortune. Il y en a 5000, car les autorités refusent de créer des camps officiels.



Je suis allé à la frontière syrienne en passant par la Turquie. Qu'ils vivent dans des maisons ou dans des camps, les enfants sont les premières victimes de la guerre en Syrie. Guerre dont on parle désormais si peu, et qui a malgré tout conduit l'UNICEF à investir jusqu'à un tiers de son budget annuel en Syrie et dans la dizaine de pays limitrophes.

Je devais me rendre au Bangladesh. La pandémie de Covid-19 m'en a empêché. J'aurais voulu rencontrer les Rohingyas, cette minorité musulmane chassée de la Birmanie et regroupée dans le camp de réfugiés géant de Cox's Bazar. Un million de personnes y vivent entassées depuis près quatre ans dans un dénuement extrême propice à l'apparition de toutes sortes d'épidémies. C'est le plus grand camp de réfugiés au monde qui hélas concentre aussi toutes les horreurs du monde.

Il y a un pays dont je ne vous ai jamais parlé et qu'il me paraît important d'évoquer, tant il est confronté à toutes sortes de fléaux. Il s'agit de Madagascar. Dans ce pays, 77 % de la population vivent dans l'extrême pauvreté, 42 % souffrent de malnutrition sévère, 83 % de l'eau est contaminée, 15 % seulement de la population a accès à l'électricité, moins d'un enfant sur deux termine son cycle primaire, et 40 % des filles sont mariées ou accouchent d'un enfant avant l'âge de 18 ans. Madagascar est le seul pays au monde qui, depuis son indépendance, n'a connu ni guerre civile, ni guerre extérieure et qui pourtant est un tiers plus pauvre qu'il ne l'était au moment de son accession à l'indépendance en 1962. Madagascar est un pays qui est aujourd'hui en situation de quasi-faillite.

Quel que soit le sujet, quel que soit l'enjeu, quelles que soient les victimes, nous assistons partout dans le monde à un retour en arrière sans précédent. Et c'est pourquoi avant même la pandémie de Covid et la guerre en Ukraine, il apparaissait déjà clairement que les Objectifs de Développement Durable 2030 ne seraient pas atteints. Il faudra encore plusieurs années pour y parvenir. Et la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, se livre à une analyse encore plus pessimiste. Elle explique qu'une décennie de progrès, acquis au prix de grands efforts, ont été anéantis.

Les données et projections statistiques reflètent ces constats très alarmants. Cette année, j'ai choisi de partager moins de chiffres avec vous que les années précédentes. J'en ai toutefois retenu cinq :

- Aujourd'hui encore, un enfant meurt toutes les 90 secondes après avoir bu de l'eau non potable.
- Aujourd'hui encore, un enfant sur cinq vit sous le seuil d'extrême pauvreté.
- Aujourd'hui encore, une fille sur quatre est victime d'un mariage forcé durant son enfance.
- Aujourd'hui encore, plus de 33 millions d'enfants sont des réfugiés, un chiffre nettement plus élevé qu'en 1945.
- Aujourd'hui encore, 40 % de la population mondiale ne bénéficie d'aucune protection sociale.

Tout est dit, ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

## L'UNICEF À SON MEILLEUR

Les décennies passent, et l'UNICEF continue d'apprendre. Au-delà des savoir-faire acquis dans des situations d'urgence, l'organisation s'est professionnalisée grâce au déploiement de centaines de programmes de terrain dans le monde. L'UNICEF compte désormais dans ses rangs des spécialistes dotés de compétences élevées sur tous les sujets relatifs à la nutrition, la santé, l'éducation et la protection.

J'en ai rencontré quelques-uns à New York et sur le terrain, en particulier en Afrique et au Proche-Orient. Et je souhaite témoigner du fait que j'ai été à chaque fois impressionné par l'étendue de leurs connaissances, tant sur le plan théorique que pratique. Grâce à eux, l'UNICEF a pu acquérir un savoir-faire incomparable sur le plan organisationnel et rehausser son niveau de compétence et d'expertise.

Je ne reviendrai pas en détail sur la nature de ces activités, que ce soit la mise en œuvre des programmes de terrain ou la gestion des urgences. Je sais que vous en savez beaucoup sur ces sujets. En revanche, je souhaite vous parler de quelques approches et dispositifs transversaux qui peuvent nous aider à accroître notre efficacité, peu importe notre activité. J'en ai retenu dix qui, à mon avis, méritent d'être mis en exergue.

## **1. Se doter des moyens logistiques les plus performants.**

Le tremblement de terre de grande amplitude qui a secoué le Népal en mai 2015 est survenu un mardi. Le mardi suivant, seulement une semaine après, 600 000 personnes avaient pu être vaccinées. Comment cela a-t-il été rendu possible ? Grâce à l'existence du plus grand centre logistique humanitaire au monde. Celui de l'UNICEF à Copenhague.

Je sais que vous connaissez tous ce centre et que vous avez vu des documentaires qui lui sont consacrés. Permettez-moi néanmoins de vous rappeler quelques chiffres. Les entrepôts occupent une surface de 25 000 m<sup>2</sup>, et peuvent facilement rivaliser avec ceux d'Amazon. Chaque année, le service des Achats se ravitaille pour près de 2 milliards de dollars en équipements et fournitures. Environ 10 000 chargements maritimes ou aériens sont organisés. C'est grâce à ce centre que l'UNICEF parvient à fournir des vaccins à plus de la moitié des enfants dans le monde et des médicaments antiviraux à plus de cinquante pays. Le mode de stockage et la gestion informatisée des lots à acheminer n'ont rien à envier aux géants de la grande distribution. J'ajouterai que la taille du centre est une fin en soi. Cela permet au service des Achats de négocier les prix à la baisse sur de très grandes quantités. Faire des économies d'échelle est un devoir envers nos donateurs. Aucune économie, aussi petite soit-elle, n'est superflue pour optimiser le rendement de la collecte.

Il est intéressant de souligner que l'UNICEF s'est donné comme priorité d'acheter des vaccins aux pays en voie de développement pour soutenir leur économie. Cela rend la mission du centre de plus en plus complexe. Il doit désormais coordonner l'acheminement d'équipements ou de vaccins depuis plusieurs centres-relais disséminés à travers le monde, notamment à Accra, à Brindisi, à Dubaï, à Guangzhou et au Panama.

## **2. Réduire les vulnérabilités.**

Les plans d'actions de l'UNICEF différencient depuis toujours les aides d'urgence et les programmes de terrain à moyen terme. Dans le budget annuel, la répartition des fonds entre ces deux types d'aide change d'une année à l'autre en fonction des urgences du moment. Elle se fait en moyenne selon la règle d'un tiers-deux tiers, ce qui fait que de deux à trois milliards de dollars sont consacrés aux urgences. Mais la distinction entre ces deux modes d'intervention a de moins en moins de sens, qu'il s'agisse de conflits armés, de tempêtes violentes ou de sécheresses dévastatrices. Ces catastrophes ont montré qu'il n'existe pas, ou plus, de frontière claire entre l'action humanitaire d'urgence et le travail de développement à plus long terme.

Lorsque le plus dur d'une crise est passé, notre objectif est de « reconstruire en mieux », pour atténuer l'impact des catastrophes futures. Dans certains cas, comme l'a expliqué un spécialiste lors d'une conférence organisée par l'UNICEF, une évaluation précise et exhaustive réalisée en amont permet de se prémunir et

de prendre des mesures de protection pouvant réduire jusqu'à près de 50 % les effets des catastrophes à venir. La prévention des risques, ce qu'on appelle le DRR (*Disaster Risk Reduction*), est devenue une des expertises clés de l'UNICEF sur le terrain.

Le conférencier avait cité l'exemple des bâtiments implantés par l'UNICEF dans des zones exposées aux tremblements de terre, comme au Népal ou au Pakistan. De telles constructions font désormais l'objet d'une étude préalable en vue d'évaluer les risques et sont ensuite édifiées selon de nouvelles règles inspirées des normes parasismiques des pays développés. L'UNICEF a conduit, par ailleurs, une étude-pilote pour évaluer les risques auxquels sont exposées la totalité des écoles du Kirghizstan. Il faudra un jour parvenir à réaliser une cartographie des risques naturels, village par village, à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, dans les pays particulièrement touchés par les typhons et les inondations comme les Philippines, l'UNICEF travaille de concert avec le Conseil municipal de chaque village pour élaborer des plans d'évacuation. Un point de ralliement que tout le monde doit rejoindre en cas d'alerte est désigné et un ensemble de mesures d'urgence à déployer dès les premières heures d'une catastrophe est adopté.

Cela démontre que, là encore, la solution repose en partie sur la prévention. Il faut, comme on dit en anglais, « minimiser les vulnérabilités ». Il ne faut plus se

contenter de réparer les dégâts causés par les catastrophes naturelles, il faut aussi apprendre à gérer les risques en amont.

### **3. Lutter contre la raréfaction de l'eau.**

Fournir de l'eau aux populations qui en sont privées reste la priorité des priorités pour l'UNICEF. Nous avons vu par exemple des camions citernes fournir de l'eau à plusieurs centaines de milliers de personnes dès les premiers jours de la guerre en Ukraine.

Dans un monde où l'eau potable se raréfie, l'UNICEF s'efforce d'apporter des solutions nouvelles. Notre organisation apprend par exemple aux villageois des techniques pour mieux protéger les nappes phréatiques de la contamination et pour augmenter la capacité de collecte et de stockage de l'eau de pluie. L'UNICEF met à disposition des équipes de foreurs de puits professionnels pour identifier les points d'eau les plus sûrs, encourage l'utilisation des pompes hydrauliques fonctionnant à l'énergie solaire et organise des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'hygiène dans la préservation de l'eau potable.

Toutes ces initiatives sont vitales, au sens propre du mot. À l'horizon 2025, 1,8 milliard de personnes vivront dans des pays ou régions touchés par ce qu'on appelle « une pénurie d'eau complète ».

#### **4. Promouvoir des pratiques agricoles durables.**

L'UNICEF est activement engagé dans la promotion de pratiques agricoles durables. Car aujourd'hui, il ne suffit pas de nourrir, il faut nourrir bien. Conjuguer la lutte contre la faim et le respect de la sécurité alimentaire est devenu un impératif. C'est pourquoi l'UNICEF multiplie les initiatives en ce sens.

Notre organisation encourage l'adoption de techniques qui améliorent le rendement des sols dans les régions pauvres tout en respectant l'environnement. Elle soutient également les programmes de recherches axés sur l'amélioration des semences et sur l'aménagement des systèmes d'irrigation pour les petites exploitations. Elle s'associe à tous les projets visant à lutter contre la salinisation des sols. Enfin l'UNICEF travaille à la mise au point d'un système d'approvisionnement en eau salubre qui résiste aux cyclones et ouragans.

#### **5. Déployer le système des agents de santé communautaires.**

L'UNICEF s'est engagé depuis des années à promouvoir la formation d'auxiliaires de santé partout dans le monde. C'est une des tâches prioritaires à laquelle s'attellent les bureaux de terrain.

Les auxiliaires de santé sont des agents bénévoles qui ont reçu une formation pour promouvoir les bonnes pratiques en matière de santé et pour pratiquer certains soins. Ils vivent le plus souvent, mais pas toujours, dans des



pays pauvres et ils exercent à temps partiel, principalement au sein de leur communauté d'origine. J'en ai rencontré plusieurs, au Liban et au Mali.

Les auxiliaires de santé jouent un rôle crucial à plusieurs niveaux, notamment celui de la prévention. Ils aident les patients à mieux prendre leurs médicaments ou leur assurent un meilleur suivi post-opératoire, permettant ainsi de réduire le taux de réadmissions hospitalières.

Ils sont aussi d'un précieux concours pour le suivi vaccinal, ce qui permet à un plus grand nombre d'enfants d'être à jour du calendrier de vaccination. Ils aident à promouvoir l'allaitement maternel et la contraception. Ils facilitent l'adhésion des populations locales aux programmes de planification familiale, ce qui contribue à faire baisser le taux de natalité dans des pays où la croissance démographique est un véritable défi. En fait, le système des auxiliaires de santé permet de pallier en partie les dysfonctionnements structurels. À l'heure où les milieux médical et paramédical font face à des pénuries importantes de personnel, en particulier de soignants, le recours aux auxiliaires de santé peut s'avérer une bonne solution. Il permet de réduire les inégalités sociales de santé et d'accès aux soins, ce qui, comme je l'ai dit, constitue un enjeu capital pour les prochaines décennies.

J'ajouterai pour finir que ce système d'auxiliaires médicaux va probablement se répandre dans certaines régions des pays riches où la part de la population à

bas revenus est importante. J'ai appris par un article du *New York Times* qu'une professeure de médecine avait importé, sans rien y changer, le système rwandais des agents de santé communautaires dans les quartiers prioritaires de Chicago. En cinq ans, cela a réduit de 36 % les hospitalisations. Je l'ai invitée à Paris, où elle a témoigné devant un parterre de professeurs de médecine interloqués. Depuis, ce système a été adopté dans des quartiers démunis de la Californie et du Kentucky, et les résultats obtenus ont été très probants. Nous avons là un modèle de médecine frugale que l'UNICEF se propose également de promouvoir dans le futur.

## **6. Faciliter l'accès à l'enseignement numérique.**

L'UNICEF collabore avec des entreprises et des établissements d'enseignement supérieur pour concevoir des dispositifs ayant pour but de faciliter l'accès à l'enseignement par le numérique. C'est le cas du partenariat qui a été noué avec Microsoft et l'Université de Cambridge pour développer un *Learning Passport* destiné aux jeunes. Il s'agit d'une plateforme digitale qui a été mise en place dans des pays accueillant des réfugiés.

Plus généralement, l'UNICEF a promu, et ceci bien avant la crise de la Covid, le téléapprentissage de masse comme un moyen de faire reculer l'illettrisme. L'UNICEF, à travers le projet appelé Giga, se donne pour objectif de connecter à Internet d'ici 2030 les écoles de 35 pays, soit 360 millions d'enfants

dans 5 millions d'écoles à travers le monde, qui en sont aujourd'hui privés. Il s'agit d'un programme ambitieux et novateur, déployé à très grande échelle.

### **7. Secourir les plus défavorisés avec de l'argent liquide.**

Jamais je n'aurais imaginé que l'UNICEF puisse distribuer des sommes d'argent. S'il était impossible de le faire en raison de la corruption qui règne dans la plupart des pays pauvres, l'avènement du numérique le rend désormais viable. L'UNICEF peut aujourd'hui distribuer de l'argent directement aux populations cibles à travers des transferts monétaires. Ceux-ci s'effectuent via des coopératives de microcrédit ou des opérateurs de téléphonie mobile.

L'UNICEF a ainsi instauré un programme de transfert d'espèces qui a déjà profité à 150 millions d'enfants. Plusieurs dizaines de milliers de foyers ukrainiens ont pu également en bénéficier.

Dans certains pays, comme le Yémen, les transferts d'argent sont devenus la seule source de revenus pour les familles les plus vulnérables. Elles ont pu à nouveau envoyer leurs enfants à l'école, en particulier les filles, et même créer des microentreprises au sein de leur communauté. Il faut savoir que les microcrédits mis en place par Muhammad Yunus ont permis à des millions de personnes très pauvres de lancer leur propre petite entreprise. Et l'UNICEF peut aujourd'hui

confirmer ce que Muhammad Yunus a constaté depuis 15 ans déjà, à savoir que l'on peut faire entièrement confiance aux bénéficiaires. Tout se réalise dans la plus grande transparence. Les programmes de transferts monétaires offrent ainsi un filet de protection sociale à ceux qui n'en ont aucun.

## **8. Innover pour les enfants.**

Sous l'aiguillon de la concurrence, les entreprises privées cherchent en permanence à innover. C'est souvent pour elles une question de survie. On pourrait penser que le milieu associatif accorde moins d'importance à l'innovation. Je ne le crois pas, car il est de notre devoir de trouver des moyens pour être encore plus efficaces dans les façons dont nous venons en aide aux enfants vulnérables. Et d'assurer ainsi une utilisation optimale des fonds qui nous sont confiés.

L'UNICEF l'a bien compris. C'est l'une des organisations les plus inventives. Vous savez qu'un centre d'innovation a été créé à Stockholm, avec des antennes implantées un peu partout dans le monde. Je pense par exemple à l'antenne de Nairobi qui, pour venir à bout des carences alimentaires récurrentes dont souffrent les enfants, travaille à l'amélioration constante des barres nutritionnelles.

La liste des innovations promues par l'UNICEF est longue. En voici quelques exemples. L'utilisation de drones pour acheminer les doses de vaccin dans les régions les plus reculées, la géolocalisation par satellite des endroits nécessitant

une distribution d'eau en urgence, l'approvisionnement en oxygène médical grâce à *l'Oxygen Therapy Project* pour lutter contre les maladies respiratoires, l'accompagnement des jeunes filles à l'apparition de leurs premières règles par le biais d'une application qui existe dans toutes les langues et dans de nombreux dialectes, la création de vêtements qui aident à prévenir et à traiter les hémorragies pouvant survenir après un accouchement, la mise au point de tentes ultrarésistantes pour les régions aux climats très chauds, très froids, très humides, et très venteux, la fabrication de toilettes pour handicapés, la conception du *Magic Box*, un outil développé en collaboration avec IBM qui permet d'identifier le plus rapidement possible les besoins dans les situations d'urgence, la réalisation d'une plateforme pour accélérer la détection de maladies infectieuses comme le Sida ou l'Ebola, la conception de l'application *Rapid FTC* pour recenser les mineurs non accompagnés dans les camps de réfugiés en Afrique.

Les innovations sont de nature multiple. La révolution numérique, les progrès de la recherche médicale, l'avènement des médias sociaux, l'essor des nouveaux modes de financement, l'exploitation approfondie des données, tout cela nous dote de moyens d'agir qui sont chaque jour plus performants. L'UNICEF s'attelle à promouvoir tous les types d'innovation. Cela va de l'innovation frugale à l'innovation technologique. Notre centre a recours à l'intelligence artificielle, à la réalité augmentée et à la technologie communément appelée la blockchain.

Le centre a pour rôle l'identification, le prototypage et la mise à l'échelle de tout ce qui permet d'améliorer l'aide que nous apportons aux enfants.

## **9. Influencer les politiques gouvernementales.**

Nous allons beaucoup parler pendant ces deux jours du plaidoyer qui est le nôtre en France. Mais nous évoquons peu souvent le plaidoyer effectué dans les pays en développement. Il est pourtant essentiel. Je pense par exemple aux efforts incessants déployés par l'UNICEF pour convaincre les populations des pays pauvres de la menace réelle que représente le coronavirus et de la nécessité absolue de se faire vacciner.

Comme vous le savez, sans pour autant les supplanter, l'UNICEF fait bien plus qu'accompagner les pouvoirs publics des pays défavorisés quand il s'agit d'éducation et de santé. L'UNICEF suggère, puis affine les politiques publiques qui y sont menées. En ce sens, notre association fonctionne un peu comme un grand cabinet de conseil en organisation. Nous savons faire circuler les bonnes pratiques d'un pays ou d'un continent à l'autre.

Et puis, surtout, notre poids institutionnel est un grand atout lorsqu'il faut débloquer des situations complexes. Seul l'UNICEF pouvait convaincre le gouvernement libanais de réserver dans les établissements publics la seconde partie de chaque journée d'école aux enfants syriens. C'est ainsi que, du jour au lendemain, 600 000 enfants réfugiés ont pu prendre le chemin de l'école. De même

en Turquie, 90 % des 3.5 millions de réfugiés ont quitté les camps pour s'installer à travers le pays. Là encore, l'UNICEF a négocié pendant deux ans avec les autorités pour qu'une majorité des enfants syriens puissent intégrer le système éducatif turc. J'ai moi-même visité un lycée près de Gaziantep. Et j'ai pu mesurer la grande volonté manifestée par le corps enseignant pour faire de cette intégration une réussite. Objectivement, il y avait peu de chances que se produisent de tels bouleversements dans l'organisation de l'enseignement au niveau national sans l'influence de l'UNICEF qui aura été déterminante.

### **10. Considérer l'action des grandes organisations humanitaires comme un véritable service public international.**

Les grandes organisations sont constamment en ordre de bataille, et sont capables de prendre des initiatives essentielles que seule permet leur envergure.

Je pense par exemple aux investissements massifs que notre organisation a faits dans l'infrastructure de la chaîne de froid. Des dizaines de milliers de réfrigérateurs, de chambres froides et de glacières ont été achetés, puis distribués ou installés dans les établissements de santé du monde entier dans le cadre des programmes réguliers de vaccination mis en place depuis des années. D'une certaine façon, nous étions en quelque sorte préparés à affronter une pandémie. L'UNICEF a su faire preuve de la même anticipation en Ukraine et en Pologne. Une partie importante des premières livraisons de matériel et de médicaments était déjà prête pour acheminement.

Et puis, il y a tout ce que notre organisation peut entreprendre du simple fait de son poids. « Le fret aérien humanitaire » que l'UNICEF a lancé en février dernier en est un exemple. C'est une initiative regroupant plus de dix compagnies aériennes parmi lesquelles Air France, Lufthansa, Emirates et Singapore Airlines. Le but est de permettre le transport rapide des vaccins Covid-19 et du matériel de vaccination aux quatre coins du monde.

Ce qui nous ramène à la crise de la Covid qui a mis en évidence notre immense capacité d'organisation. Il a fallu faire coïncider presque en temps réel dans plus de 150 pays le travail des différents intervenants : les fabricants de vaccins, les entreprises de logistique, les compagnies aériennes et les bureaux de terrain des pays destinataires. Jamais autant de partenaires d'horizons aussi divers n'ont été amenés à travailler ensemble avec autant d'efficacité. Nous sommes désormais encore mieux préparés pour affronter les futures crises humanitaires ou sanitaires. Notre capacité de réaction s'est vue renforcée.

C'est en ce sens qu'il faut considérer les organisations humanitaires dans leur ensemble, c'est-à-dire comme un véritable service public international. Un service public qu'il faut préserver à tout prix d'autant plus que ces organisations sont désormais passées en mode d'« urgence continue ». L'urgence est devenue permanente.



## CONCLUSION

Voilà, j'en ai terminé. Ce rapport moral, bien que traitant d'une multitude de sujets, ne prétend pas à l'exhaustivité tant les crises et tragédies sont nombreuses. Mais il montre à quel point l'UNICEF est engagé sur tous les fronts et à tous les niveaux.

En guise de conclusion, je voudrais souligner la chance que vous avez de pouvoir agir au nom de l'UNICEF et la chance que l'UNICEF a de vous avoir pour agir en son nom.

C'est un privilège d'appartenir à une association comme la nôtre. Nous servons la plus belle des causes, celle des enfants. Et l'UNICEF, pour toutes les raisons que je viens d'énumérer, est une organisation remarquable, solide, engagée, efficace, novatrice et bienveillante. Je n'ose imaginer ce que serait le monde, ce que serait la vie de millions d'enfants au quotidien si l'UNICEF n'existait pas.

Et ce que serait l'UNICEF sans vous, sans votre enthousiasme et votre énergie. Grâce à votre engagement, grâce à votre volonté de défendre chaque jour

les droits des enfants, notre devise « Pour chaque enfant » prend pleinement son sens. Grâce à vous, des milliers et des milliers d'enfants ne restent pas sur le bord du chemin.

Notre monde n'a jamais été autant assailli par des crises, des urgences et des guerres. Et les enfants n'ont jamais eu autant besoin qu'on les sorte de ces situations qui menacent leur existence. Alors pour tout ce que vous faites jour après jour pour eux, qu'ils soient en France ou ailleurs dans le monde, permettez-moi de vous dire, en leur nom, mais aussi en mon nom, permettez-moi de vous dire tout simplement merci.

Merci pour vos efforts et pour votre générosité. Je vous souhaite une très bonne assemblée générale.



unicef   
pour chaque enfant